

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2357

[C — 2001/27473]

**19 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon  
instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 39, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 1999 instaurant une prime à l'installation d'un système de prime à l'épuration individuelle;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 26 mars 2001;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des Eaux contre la pollution donné le 27 juin 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 16 février 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 février 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 23 mai 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.772/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2001 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions***Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :1<sup>o</sup> « Ministre » : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions;2<sup>o</sup> « administration » : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;3<sup>o</sup> « système d'épuration individuelle » : unité d'épuration individuelle ou installation d'épuration individuelle ou station d'épuration individuelle comprenant l'équipement permettant l'épuration des eaux urbaines résiduaires rejetées par une habitation ou par plusieurs habitations voisines dans les conditions définies par l'arrêté du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires;4<sup>o</sup> « eaux ménagères usées » : les eaux usées provenant des établissements et services résidentiels produites essentiellement par le métabolisme humain et les activités ménagères;5<sup>o</sup> « zone faiblement habitée » : partie du territoire communal affecté à l'épuration individuelle en vertu du plan communal général d'égouttage;6<sup>o</sup> « habitation » : en zone faiblement habitée, tout immeuble bâti, habité ou ayant été habité à la date d'entrée en vigueur du plan communal général d'égouttage ou en zone agglomérée, tout immeuble bâti, habité ou ayant été habité avant la date à laquelle il devait être raccordé à l'égout et qui bénéficie de la dérogation de raccordement à l'égout, en vertu de l'arrêté du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires;7<sup>o</sup> « équivalent-habitant » ou en abrégé « EH » : unité de charge polluante.8<sup>o</sup> « comité » : le comité d'experts chargé de l'examen des dossiers d'agrément des systèmes d'épuration individuelle.CHAPITRE II. — *De la prime à l'épuration individuelle***Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre accorde une prime à toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, qui équipe à ses frais, une habitation ou un groupe d'habitations à un système d'épuration individuelle pour le traitement d'eaux ménagères usées autres que celles provenant d'activités commerciales, industrielles ou de l'exercice d'une profession libérale.

Le Ministre ne peut accorder qu'une seule prime par système d'épuration individuelle installé.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, à leur demande ou avec leur accord, une commune peut se substituer à la ou aux personnes obligées ou autorisées à raccorder une ou plusieurs habitations à un système d'épuration individuelle pour le traitement des eaux ménagères usées et introduire la demande de prime.**Art. 3.** La demande est adressée, par lettre recommandée, à l'administration au moyen de la formule établie par le Ministre et comprenant les données suivantes :1<sup>o</sup> l'adresse de l'habitation ou des habitations pour lesquelles la demande est introduite;2<sup>o</sup> l'adresse du ou des demandeurs;3<sup>o</sup> une attestation du collège des bourgmestre et échevins certifiant que :

a) le demandeur ou les demandeurs remplissent les conditions auxquelles le législateur en vigueur soumet le fait d'équiper l'habitation ou les habitations d'un système d'épuration individuelle;

b) la ou les habitations concernées sont ou ont été habitées à la date d'entrée en vigueur du plan communal général d'égouttage, quand elle est située en zone faiblement habitée;

c) l'habitation, qui par dérogation à l'obligation de se raccorder à l'égout peut s'équiper d'un système d'épuration individuelle, est ou a été habitée avant la date à laquelle elle devait être raccordée à l'égout en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires, quand elle est située en zone agglomérée;

4° la description de la ou des activités exercées par les personnes habituellement présentes dans l'habitation ou dans les habitations;

5° la charge polluante produite par la ou les habitations, pour lesquelles une demande de prime est introduite correspondant aux eaux ménagères usées, exprimée en nombre d'équivalent-habitant et établie à l'aide du tableau repris en annexe;

6° dans le cas où la demande est introduite par plusieurs personnes, celles-ci précisent la part du montant de la prime qui revient à chacune d'elles.

**Art. 4.** Le Ministre se prononce sur la demande dans les quarante jours de sa réception par l'administration.

**Art. 5.** Le montant de la prime s'élève pour les systèmes d'épuration individuelle dimensionnées pour traiter une charge polluante égale à 5 équivalent-habitant, à :

1° 1 500 euros pour les systèmes non agréés mais conformes à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires;

2° 2 500 euros pour les systèmes agréés conformément au chapitre III;

3° 3 125 euros pour les systèmes agréés conformément au chapitre III, lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue par infiltration dans le sol.

Les primes visées au § 1<sup>er</sup>, 1°, sont majorées d'un montant de 225 euros par équivalent-habitant supplémentaire.

Les primes visées au § 1<sup>er</sup>, 2° et 3° sont majorées d'un montant de 375 euros par équivalent-habitant supplémentaire.

Les primes visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont plafonnées à concurrence de :

1° 70 % du montant total des factures pour les travaux d'épuration individuelle lesquels comprennent l'achat, le transport, la pose et le raccordement du système d'épuration et du réseau de collecte des eaux usées, la remise des lieux en pristin état n'étant pas comprise;

2° 80 % du montant total des factures pour les travaux d'épuration individuelle lesquels comprennent l'achat, le transport, la pose et le raccordement du système d'épuration et du réseau de collecte des eaux usées, la remise des lieux en pristin état n'étant pas comprise, lorsque la demande de prime est introduite par la commune dans le cadre de l'article 2, § 2 du présent arrêté.

**Art. 6.** La prime est liquidée aux conditions suivantes :

1° si dans un délai de deux ans à dater de la notification de la décision du Ministre, le ou les bénéficiaires communiquent à l'administration, sur un formulaire dont les formes sont déterminées par le Ministre :

a) l'attestation de contrôle visée à l'article 10, alinéa 3 ou 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires;

b) les factures des travaux d'épuration visés à l'article 5;

2° si après vérification par l'administration dans le mois qui suit la réception du formulaire, la réalisation répond aux conditions d'octroi de la prime.

### CHAPITRE III. — *De l'agrément des systèmes d'épuration individuelle*

**Art. 7.** Les systèmes d'épuration individuelle sont agréés s'ils satisfont aux critères figurant à l'annexe II.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre nomme un Comité d'experts choisis en raison de leur compétence technique dans le domaine traité. Le Comité est composé de :

1° deux représentants de l'administration,

2° deux experts choisis par le Ministre dans le corps académique ou scientifique des Facultés des Sciences ou des Sciences appliquées implantées en Région wallonne,

3° deux représentants de l'Union wallonne des Entreprises,

4° deux représentants d'Aquawal,

5° deux représentants de l'Union des Villes et Communes de Wallonie,

6° deux représentants du Conseil économique et social de la Région wallonne,

7° deux représentants du Conseil wallon de l'Environnement et du Développement durable,

8° un représentant du Ministre qui assurera la présidence du Comité.

Le secrétariat du Comité est assuré par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le siège du Comité est fixé à Verviers.

§ 2. Le Comité est chargé de l'examen et de l'évaluation des demandes d'agrément des systèmes d'épuration. Chaque membre dispose d'une voix délibérative.

§ 3. Le Comité est tenu à la confidentialité de ses travaux.

§ 4. Les règles de fonctionnement du Comité sont arrêtés par le Gouvernement.

Le Comité établit un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet pour approbation au Ministre.

Les jetons de présence et frais de déplacement éventuels sont fixés dans le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 9.** a) La demande d'agrément est introduite par le fabricant ou l'exploitant sous licence auprès du secrétariat du Comité par lettre recommandée ou remise contre récépissé.

b) La demande comporte :

1° l'identité du demandeur,

2° la dénomination commerciale réservée à l'objet de la demande,

3° l'indication des centres de fabrication.

c) A la demande sera joint un dossier reprenant les éléments visés aux annexes II et III.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le secrétariat envoie au demandeur un accusé de réception constatant le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande.

Si la demande est incomplète, le secrétariat indique par lettre recommandée au demandeur les éléments manquants.

Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au secrétariat ces éléments par envoi recommandé ou par remise contre récépissé.

Dans les dix jours ouvrables suivant la réception des compléments, le secrétariat envoie au demandeur un accusé de réception sur le caractère complet et recevable de la demande.

Si le dossier n'est pas complet, la demande devient caduque. Un courrier d'information est à ce moment envoyé au demandeur.

§ 2. Le Comité remet son avis au Ministre dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet. L'avis est motivé.

§ 3. Le Ministre statue dans un délai de deux mois qui suit la réception de l'avis.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément, délivré par le Ministre dans les deux mois qui suivent l'avis conforme du Comité, comprend un numéro de référence et un extrait descriptif du dossier. Il est délivré pour un type de fabrication ne présentant pas, pour une variation de taille donnée, de différence de conception au niveau du nombre ou de l'agencement des éléments qui constituent le système.

Le Comité doit être informé de toute modification concernant un système d'épuration agréé et juge de l'opportunité de recourir à une nouvelle demande d'agrément.

§ 2. Tout agrément fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** Les systèmes d'épuration agréés sont pourvus d'une plaquette, dont le format et la présentation sont fixés par le Ministre et reprenant :

1° le nom et l'adresse du fabricant et/ou de l'exploitant sous licence;

2° la fonction du produit;

3° le numéro de référence de l'agrément.

**Art. 13.** L'agrément ne dispense pas les fabricants, les acheteurs ou les vendeurs de leur responsabilité. Il ne comporte aucune garantie de la Région. Il n'a pas pour effet de conférer des droits exclusifs à la production ou à la vente.

**Art. 14.** L'agrément est valable cinq ans.

Lorsqu'il apparaît, après enquêtes auprès des utilisateurs et analyses *in situ* des performances épuratoires des systèmes agréés, que le système d'épuration ne répond plus aux conditions d'agrément fixées aux annexes II et III, le Ministre peut procéder au retrait d'agrément sur avis conforme du Comité, le fabricant ou l'exploitant sous licence étant préalablement entendu par le Comité.

**Art. 15.** a) Six mois avant la date d'expiration de l'agrément, le bénéficiaire peut demander son renouvellement. Cette demande, ainsi que son instruction, ont lieu conformément à la procédure d'agrément initiale.

b) Le dossier concernant le renouvellement peut se limiter à un exposé écrit détaillé des éventuelles modifications proposées.

c) Pour autant qu'une demande valable de renouvellement soit introduite dans les six mois qui précèdent l'expiration de l'agrément, celui-ci demeure valable jusqu'à ce qu'une décision soit prise.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 16.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 instaurant une prime à la réalisation d'une unité ou d'une installation d'épuration individuelle est abrogé sauf pour les demandes de prime introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui sont traitées en application de celui-ci.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 18.** Le présent arrêté cesse de produire ses effets le 31 décembre 2009.

**Art. 19.** Le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe I

## NOMBRE D'EQUIVALENT-HABITANT

La capacité utile des systèmes d'épuration d'eaux urbaines résiduaires est déterminée en fonction du nombre d'équivalent-habitant de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par un système d'épuration individuelle.

Tant pour les habitations unifamiliales que pour les groupes d'habitations qui génèrent en tout ou en partie des eaux ménagères usées, on ne considère pour le calcul de la prime que la charge polluante d'eaux ménagères usées produite par les habitants.

Pour les habitations qui génèrent des eaux usées domestiques assimilées aux eaux ménagères usées et qui ne résultent pas d'une activité commerciale, industrielle ou de l'exercice d'une profession libérale, on considère pour le calcul de la prime que la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent-habitant évalué comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent-habitant (E.H.)
Ecole sans bains, douche, ni cuisine (externat)*	1 élève = 1/10 E.H.
Ecole avec bains, sans cuisine (externat)*	1 élève = 1/5 E.H.
Ecole avec bains et cuisine (externat)*	1 élève = 1/3 E.H.
Ecole avec bains et cuisine (internat)*	1 élève = 1 E.H.
Caserne, hôpital, maison de repos, prison*	1 personne (prévues) = 1 E.H.
Plaine et hall de sports*	1 place = 1/20 E.H.

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque (\*), le nombre d'E.H., calculé d'après le tableau, doit être augmenté de 1/2 E.H. par membre du personnel attaché à l'établissement.

A ces capacités déterminées pour le calcul de la prime, s'ajoute la charge polluante générée par les activités commerciales, industrielles ou résultant de l'exercice d'une profession libérale, pratiquées dans l'habitation en vue de dimensionner correctement le système d'épuration individuelle à installer.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle et en organisant l'agrément.

## Annexe II

## CRITERES D'EVALUATION POUR L'AGREMENT

Article 1<sup>er</sup> § 1<sup>er</sup>. L'agrément est attribué sur base de trois critères :

- le critère valeur technique;
- le critère d'exploitation;
- le critère information.

§ 2. Les points attribués aux trois critères sont respectivement :

- de 50 points pour le critère valeur technique;
- de 30 points pour le critère exploitation;
- de 20 points pour le critère information.

§ 3. Pour se voir attribuer l'agrément, le système doit impérativement obtenir une cote moyenne minimale de 70 %. Par ailleurs, aucun critère ne peut recevoir une cote inférieure à 50 %.

Art. 2. Le critère valeur technique tiendra compte :

a. au niveau de la conception :

- du principe d'épuration;
- du dimensionnement;
- de la robustesse;
- de la facilité de mise en œuvre;
- de l'accessibilité;
- des performances garanties.

b. au niveau des références :

- des références et des résultats de fonctionnement d'appareils identiques.

Art. 3. Le critère exploitation tiendra compte :

- du coût d'exploitation;
- des moyens d'assistance au client;
- des garanties offertes sur le produit.

Art. 4. Le critère information tiendra compte :

- de la sensibilisation à l'installation, à l'exploitation et au fonctionnement du produit (élaboration des guides);
- des informations obligatoires.

Vu pour être annexé à l'arrêté du gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle et en organisant l'agrément.

## Annexe III

## CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE DE DEMANDE D'AGREMENT

## 1) Objectif du dossier technique.

Le dossier technique a pour objectif de fournir au comité d'experts, des informations adéquates et suffisantes pour juger de la qualité de la filière d'épuration individuelle proposée.

On entend par « filière », l'ensemble du dispositif épurateur depuis l'infrastructure d'amenée des eaux usées jusqu'à l'évacuation de l'effluent ainsi que les dispositifs de gestion des boues ou autres détritiques d'épuration.

Il sera constitué un dossier technique pour un type de fabrication, ne présentant pas, pour une variation de taille donnée, de différence de conception au niveau du nombre ou de l'agencement des éléments qui constituent le système.

## 2) Contenu du dossier technique.

Le dossier technique contient au minimum les éléments suivants :

## a) Un schéma de principe de la filière d'épuration où sont repris :

- les successions des différents éléments de traitement,
- les infrastructures de base (cuves, équipement électromécanique),

— les périphériques (dispositif d'entrée, de sortie, cheminée d'aération, regards de visite ou de contrôle, gestion des sous-produits d'épuration, stockage, vidange, etc...).

b) Le principe de fonctionnement de chaque élément ainsi que l'éventuelle opération amont qu'il suppose (dégraisseur, dégrilleur, fosse septique, décolloïdeur, etc...).

## c) Les plans techniques cotés de chaque élément.

La charge nominale s'y rapportant, exprimée en termes usuels d'équivalent - habitant (EH) est clairement précisée.

## d) La description des équipements électromécaniques.

e) Le plan d'implantation général, où sont repris les regards de visite, d'entretien, de vidange, de contrôle ainsi que les conditions d'accès aux différents regards susmentionnés.

## f) Les critères de dimensionnement des différentes étapes de la filière.

## g) Les dispositifs de contrôle et de surveillance.

## 3) Liste des critères de dimensionnement à considérer :

Pour une taille donnée (exprimée en EH) il sera précisé pour chaque élément :

a) Fosse septique\*, décanteur primaire\* et dégraisseur : la capacité (volume en m), la surface, le nombre de compartiments, la longueur de la lame déversante.

b) Clarificateur secondaire\* : volume, surface de décantation, longueur de lame déversante.

c) Dispositif de retour des boues secondaires (pompes, air lift) : type, débit horaire, asservissement au temps (durée journalière de fonctionnement).

d) Capacité de stockage des boues; volume.

e) Epuration biologique par boues activées :

- volume (m<sup>3</sup>) du réacteur;
- charge volumique (kg DBO<sub>5</sub> /m<sup>3</sup> d);
- charge massique (kg DBO<sub>5</sub>/kg MES.d);
- capacité d'oxygénation du dispositif d'aération en conditions standards (kg O<sub>2</sub>/h) et puissance installée (kW);
- recirculation de la liqueur mixte (débits, fréquence).

f) Epuration biologique par biomasse fixée, type lit bactérien aérobie à percolation

- volume (m) du réacteur;
- charge volumique (kg DBO<sub>5</sub>/m<sup>3</sup>.j);
- hauteur du lit (m);
- nature et caractérisation du garnissage (taille (cm), surface spécifique (m<sup>2</sup>/m<sup>3</sup> garnissage en vrac ou non);
- pourcentage de vide (des vides);
- densité (kg/m<sup>3</sup> garnissage en place ou non);
- charge hydraulique surfacique (m<sup>3</sup>/m<sup>2</sup>.h);
- recirculation incluse;
- recirculation (taux, m<sup>3</sup>/h, fréquence).

L'aération du lit et le dispositif de distribution de l'influent sont décrits sur le plan technique concerné.

g) Epuration par biomasse fixée type disques biologiques ou lit bactérien noyé :

- temps passage (h) ramené à un débit de référence précisé;
- charge surfacique (kg DBO<sub>5</sub>/m<sup>2</sup>. j);
- description des disques (taille, nature, distance interdisque, surface spécifique, pourcentage de vide) et vitesse de rotation (t/min);

— description du garnissage noyé (voir lit bactérien à percolation);

— capacité d'oxygénation du dispositif d'aération (kg O<sub>2</sub>/h) en conditions standards et puissance installée (kW).

Le type d'aération et la mise en œuvre (répartition, etc...) sont décrits sur le plan technique concerné.

h) Epuration par procédés biologiques de type extensif.

- surface totale considérée (mètres carrés par EH);
- profondeur des bassins;
- temps de séjour;
- dispositions d'étanchéité;
- mesures constructives permettant d'éviter les court-circuits hydrauliques;
- mesures constructives permettant d'éviter le colmatage.

i) Pour les dispositifs biologiques d'épuration de conceptions particulières, les capacités unitaires des ouvrages proposés seront justifiées.

Pour les modes d'évacuation autorisés autres que les eaux de surface ordinaires ou les voies artificielles d'écoulement, une description détaillée incluant les critères de dimensionnement, le choix et la mise en œuvre des substrats sera jointe au plan coté et au plan d'implantation.

4) Tableau.

Il sera joint une grille ou tableau associant de façon explicite les dimensions des ouvrages (volume, surface, puissance électromécanique, etc.) en fonction de la charge nominale à traiter pour l'ensemble des éléments constitutifs d'un type de fabrication.

5) Informations générales.

Un dossier comprenant les informations générales suivantes, éventuellement relativisées en fonction de la capacité nominale de la filière ou d'un de ces éléments et relatives à :

- la consommation électrique (puissance installée);
- la production de boues (kg MS/kg DBO<sub>5</sub> éliminée) et la périodicité des vidanges des sous-produits d'épuration;
- l'ajout(s) de réactif(s) (quantité, fréquence, prix);
- la puissance sonore émise;
- la garantie(s) sur les ouvrages et les équipements électromécaniques;
- les services assurés et leur description : mise en place, mise en service, contrats d'entretien;
- les références.

6) Le dossier technique comprend également une brochure à remettre aux acquéreurs. Cette brochure contient :

- un guide de mise en œuvre de l'installation qui a pour objectif une mise en place adéquate de la filière et/ou d'un de ses éléments;
- un guide d'exploitation permettant à l'acquéreur de remplir au mieux ses obligations en matière de protection de l'environnement.

a) Le guide de mise en œuvre de l'installation inclut au moins les informations et les documents suivants :

- 1° un plan d'implantation tel que défini dans le dossier technique;
- 2° les données quant aux risques de dégradations mécaniques et chimiques des éléments (nature des matériaux, etc);
- 3° l'adéquation du système aux conditions topographiques et aux possibilités d'évacuation :
  - description des exigences de la filière quant à la topographie et nature du terrain, et quant aux modes d'alimentation et d'évacuation des effluents;
  - lors d'une évacuation dans un dispositif souterrain, préciser les précautions à prendre pour éviter son colmatage;
- 4° les conditions de transport, de pose, de sécurité, de réalisation des fondations et du remblayage :
  - en fonction du poids du ou des éléments, préciser les conditions d'accès du chantier pour le camion de livraison et pour la pose. Inclure les éléments de sécurité pour les personnes qui réaliseront la pose;
  - détailler la description de la fondation, la technique et les matériaux de remblayage et notamment les risques encourus par l'utilisation d'un matériau de remblayage inadéquat (ex : poinçonnage de la cuve);
- 5° les conditions des raccordements hydrauliques, électriques et de la ventilation :
  - par schéma, montrer le trajet hydraulique, notamment l'importance d'un écoulement gravitaire et du sens de raccordement des cuves;
  - en fonction des éléments électriques mis en œuvre, décrire l'installation nécessaire et les conditions de sa protection contre l'humidité;
  - l'évacuation des gaz sera réalisée indépendamment des différents tuyaux de collecte des eaux (p. ex : ne pas ventiler par les conduits d'eau pluviale);
- 6° la description des exigences quant à l'accessibilité des regards d'entretien, de gestion et de contrôle lors de la vidange des boues, du prélèvement d'échantillons et de l'entretien général des éléments :
  - indiquer les orifices de soutirage des boues et les précautions éventuelles nécessaires pour éviter d'altérer ou de détruire un ou des éléments de l'installation;
  - préciser les conditions de soutirage au niveau des volumes de boue;
  - indiquer ou schématiser le système de prélèvement des échantillons de l'eau épurée, il doit être aisément accessible;
  - pour la bonne réalisation de l'entretien prescrit, prévoir pour l'utilisateur, un placement qui garantira ultérieurement un accès aisé de tous les éléments (ex : l'enlèvement du lit filtrant);
- 7° la référence aux normes utilisées dans la construction pour les matériaux;
- 8° la prise en compte des conditions d'utilisation du sol (passage des véhicules);
- 9° l'indication des précautions et des travaux nécessaires pour permettre le passage des véhicules en fonction de leurs gabarits.

b) Le guide d'exploitation :

Ce guide a pour objectif de fournir à l'utilisateur tous les conseils nécessaires pour une utilisation correcte et pour un entretien de qualité, en ce compris l'élimination des sous-produits de l'épuration, en vue d'atteindre les objectifs de protection de l'environnement.

Il propose les informations suivantes :

1° Sur le produit.

- la consommation électrique moyenne journalière du système;
- la puissance électrique de l'installation;
- la périodicité des vidanges des boues excédentaires pour l'installation calculée sur un fonctionnement à charge optimale;
- les quantités d'ajout de réactif, si nécessaire, en précisant le coût;
- la puissance sonore émise par l'installation mesurée à 1 mètre de l'évent de l'organe électromécanique en service; proposer un conseil pour assurer une bonne isolation acoustique;
- les renseignements techniques : la capacité maximale en terme d'équivalent-habitant,...;
- un guide technique de fonctionnement général de l'installation;
- une fiche de sensibilisation de l'acquéreur à la conduite de son installation.

2° Sur le prix et les services rendus.

- En matière de garantie pièces et main d'œuvre couvrant toute panne ou défectuosité des organes électromécaniques et des cuves.
- En matière de contrat d'entretien.

Le comité d'experts peut exiger du demandeur toutes les informations complémentaires qu'il estime indispensables pour conduire à bien sa mission.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle et en organisant l'agrément.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Notes

(\*) On distinguera de façon explicite les critères se rapportant au cas où l'élément reçoit un retour de boues secondaires ou une recirculation de l'effluent.

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 2357

[C — 2001/27473]

#### 19. JULI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 39, § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern zurückerstattet wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 1999 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems;

Aufgrund des am 26. März 2001 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 27. Juni 2001 abgegebenen Gutachtens der

« Commission consultative pour la Protection des Eaux contre la Pollution » (beratende Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung);

Aufgrund des am 16. Februar 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Februar 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2001 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 11. Juli 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 31.772/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört;

2° "Verwaltung": die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "individuelles Klärsystem": die individuelle Kläreinheit oder individuelle Kläranlage oder individuelle Klärstation, deren Ausstattung die Klärung des von einer oder mehreren Wohnungen abgeleiteten städtischen Abwassers unter den durch den Erlass der Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser festgelegten Bedingungen ermöglicht;

4° "Haushaltsabwasser": Abwasser aus Wohngebieten und den dazugehörigen Einrichtungen, das vorwiegend vom menschlichen Metabolismus und den Tätigkeiten in den Haushalten erzeugt wird;

5° "schwachbewohntes Gebiet": der Teil des aufgrund des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans der individuellen Klärung zugeteilten Gemeindegebiets;

6° "Wohnung": in einem schwachbewohnten Gebiet jedes Gebäude, das bewohnt oder zu dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans bewohnt war, oder in einem besiedelten Gebiet jedes Gebäude, das vor dem Datum, zu dem es an die Kanalisation angeschlossen sein musste, bewohnt ist oder war, und das im Sinne des Erlasses vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser vom Anschluss an die Kanalisation abweicht;

7° "Einwohnergleichwert" oder abgekürzt "EGW": Belastungseinheit.

8° "Ausschuss": der mit der Prüfung der Akten zur Zulassung der individuellen Klärsysteme beauftragte Sachverständigenausschuss.

## KAPITEL II — Prämie zur individuellen Klärung

**Art. 2** - § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen gewährt der Minister eine Prämie zugunsten einer jeden natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Person, die auf eigene Kosten eine Wohnung oder eine Gruppe von Wohnungen an ein individuelles Klärsystem zur Behandlung von Haushaltsabwasser, das nicht aus gewerblichen, industriellen oder freiberuflichen Tätigkeiten stammt, anschließt.

Der Minister kann lediglich eine Prämie je angelegtes individuelles Klärsystem gewähren.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann eine Gemeinde die Person oder die Personen ersetzen, die verpflichtet oder befugt sind, eine oder mehrere Wohnungen an ein individuelles Klärsystem zur Behandlung des Haushaltsabwassers anzuschließen, und den Prämienantrag einreichen.

**Art. 3** - Der Antrag wird per Einschreiben an die Verwaltung gerichtet, und zwar mittels eines vom Minister aufgestellten Formulars, das folgende Angaben enthält:

1° die Anschrift der Wohnung(en), für die der Antrag eingereicht wird;

2° die Anschrift des oder der Antragsteller;

3° eine Bescheinigung vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium, die folgendes bestätigt:

a) der oder die Antragsteller erfüllen die Bedingungen, denen die Ausstattung der Wohnung(en) mit einem individuellen Klärsystem durch die geltende Gesetzgebung unterliegt;

b) die betroffene Wohnung oder die Wohnungen sind bewohnt oder waren es zu dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans, wenn sie sich in einem schwachbewohnten Gebiet befinden;

c) die Wohnung, die in Abweichung von der Verpflichtung, an die Kanalisationen angeschlossen zu sein, mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet werden kann, ist bewohnt oder war es vor dem Datum, an dem sie aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser an die Kanalisationen angeschlossen sein musste, wenn sie sich in einem besiedelten Gebiet befindet;

4° die Beschreibung der Tätigkeit(en), die gewöhnlich von den in der oder den Wohnungen anwesenden Personen ausgeübt wird oder werden;

5° die von der oder den Wohnungen, für die ein Prämienantrag eingereicht wird, erzeugte Belastung, die dem Haushaltsabwasser entspricht und in der Anzahl Einwohnergleichwerte ausgedrückt und mittels der in der Anlage angeführten Tabelle festgelegt wird;

6° falls der Antrag von mehreren Personen eingereicht wird, geben diese den Teil des Prämienbetrags an, der einer jeden von ihnen zusteht.

**Art. 4** - Der Minister nimmt zu dem Antrag Stellung, und zwar innerhalb von vierzig Tagen, nachdem die Verwaltung diesen erhalten hat.

**Art. 5** - Für die individuellen Klärsysteme, die für die Behandlung einer Schadstoffbelastung von 5 Einwohnergleichwerten dimensioniert sind, beläuft sich der Prämienbetrag auf:

1° 1 500 Euro für die nicht zugelassenen, jedoch dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser entsprechenden Systeme;

2° 2 500 Euro für die gemäß Kapitel III zugelassenen Systeme;

3° 3 125 Euro für die gemäß Kapitel III zugelassenen Systeme, wenn die Ableitung des geklärten Abwassers durch Versickerung in den Boden erfolgt;

Die in § 1, 1° erwähnten Prämien werden um einen Betrag von 225 Euro je zusätzlichen Einwohnergleichwert erhöht;

Die in § 1, 2° und 3° erwähnten Prämien werden um einen Betrag von 375 Euro je zusätzlichen Einwohnergleichwert erhöht;

Die in den § 1 und 2 erwähnten Prämien werden auf folgende Höchstbeträge festgelegt:

1° 70 % des Gesamtbetrags der Rechnungen für die individuellen Klärungsarbeiten, welche den Kauf, den Transport, die Installierung und den Anschluss des Klärsystems und des Netzes für die Abwassersammlung umfassen, wobei die Wiederherstellung des Ortes in den ursprünglichen Zustand nicht mit einbegriffen ist;

2° 80 % des Gesamtbetrags der Rechnungen für die individuellen Klärungsarbeiten, welche den Kauf, den Transport, die Installierung und den Anschluss des Klärsystems und des Netzes für die Abwassersammlung umfassen, wobei die Wiederherstellung des Ortes in den ursprünglichen Zustand nicht mit einbegriffen ist, wenn der Prämienantrag von der Gemeinde im Rahmen des Artikels 2, § 2 des vorliegenden Erlasses eingereicht wird.



**Art. 6** - Die Prämie wird unter folgenden Bedingungen ausbezahlt:

1° wenn innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers der oder die Empfangsberechtigten der Verwaltung mittels eines Formulars, dessen Formeln von dem Minister festgelegt werden, folgende Angaben übermitteln:

a) die in Artikel 10, Absatz 3 oder 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser erwähnte Kontrollbescheinigung;

b) die in Artikel 5 erwähnten Rechnungen der Klärungsarbeiten.

2° wenn nach einer Überprüfung durch die Verwaltung innerhalb des Monats, der auf den Erhalt des Formulars folgt, der Bau des Klärsystems mit den Bedingungen zur Gewährung der Prämie übereinstimmt.

### KAPITEL III — Zulassung der individuellen Klärsysteme

**Art. 7** - Die individuellen Klärsysteme werden zugelassen, wenn sie den in der Anlage II angeführten Kriterien genügen.

**Art. 8** - § 1. Der Minister ernennt einen Sachverständigenausschuss, dessen Mitglieder aufgrund ihrer technischen Fachkenntnis in dem betreffenden Bereich ausgewählt werden. Dieser Ausschuss setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

1° zwei Vertreter der Verwaltung;

2° zwei von dem Minister innerhalb des akademischen oder wissenschaftlichen Kollegiums der in der Wallonischen Region ansässigen Fakultäten für Wissenschaften oder angewandte Wissenschaften ausgewählte Sachverständige;

3° zwei Vertreter der "Union wallonne des Entreprises" (Wallonischer Verband der Unternehmen);

4° zwei Vertreter von Aquawal;

5° zwei Vertreter der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

6° zwei Vertreter des "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region);

7° zwei Vertreter des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

8° ein Vertreter des Ministers, der den Vorsitz des Ausschusses übernimmt.

Das Sekretariat des Ausschusses wird von dem "Conseil économique et social de la Région wallonne" übernommen.

Der Sitz des Ausschusses wird in Verviers festgelegt.

§ 2. Der Ausschuss wird mit der Untersuchung und Bewertung der Zulassungsanträge der Klärsysteme beauftragt. Jedes Mitglied ist stimmberechtigt.

§ 3. Der Ausschuss ist zur Geheimhaltung seiner Arbeiten verpflichtet.

§ 4. Die Regeln bezüglich der Arbeitsweise des Ausschusses werden von der Regierung verabschiedet.

Der Ausschuss stellt eine allgemeine Dienstordnung auf, die er dem Minister zur Genehmigung unterbreitet.

Die Anwesenheitsgelder und Fahrtkosten werden unter Umständen in der allgemeinen Dienstordnung festgelegt.

**Art. 9** - a) Der Zulassungsantrag wird von dem Hersteller oder dem über eine Lizenz verfügenden Betreiber beim Sekretariat des Ausschusses per Einschreiben oder Aushändigung gegen eine Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung eingereicht.

b) Der Antrag enthält:

1° die Identität des Antragstellers;

2° die dem Gegenstand des Antrags vorbehaltene Handelsbezeichnung;

3° die Angabe der Herstellungszentren.

c) Auf Anfrage wird eine Akte mit den in den Anlagen II und III angeführten Elementen beigelegt.

**Art. 10** - § 1. Das Sekretariat richtet innerhalb einer Frist von zehn Werktagen ab dem Eingang des Antrags eine Empfangsbestätigung zur Feststellung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt das Sekretariat dem Antragsteller per Einschreiben die fehlenden Unterlagen an.

Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibens, um dem Sekretariat diese Unterlagen per Einschreiben oder Aushändigung gegen Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung zu liefern.

Innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der ergänzenden Unterlagen oder Auskünfte richtet das Sekretariat eine Empfangsbestätigung zur Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags an den Antragsteller.

Wenn die Akte nicht vollständig ist, wird der Antrag hinfällig. Dem Antragsteller wird daraufhin ein Informationsschreiben zugesandt.

§ 2. Der Ausschuss stellt dem Minister innerhalb von drei Monaten nach dem Eingang der vollständigen Akte sein Gutachten aus. Das Gutachten wird begründet.

§ 3. Der Minister fasst seinen Beschluss innerhalb einer Frist von 2 Monaten, die auf den Eingang des Gutachtens folgen.

**Art. 11** - § 1. Die von dem Minister innerhalb von zwei Monaten, die auf das gleichlautende Gutachten des Ausschusses folgen, ausgestellte Zulassung enthält eine Referenznummer und einen beschreibenden Auszug der Akte. Sie wird für einen Fabrikationstyp ausgestellt, der für eine gegebene Größenschwankung keine Konstruktionsunterschiede hinsichtlich der Anzahl oder des Aufbaus der Bauteile des Systems aufweist.

Der Ausschuss ist über jegliche Änderung bezüglich des zugelassenen Klärsystems zu informieren und befindet über die Zweckmäßigkeit der Inanspruchnahme eines neuen Zulassungsantrags.

§ 2. Jede Zulassung ist Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

**Art. 12** - Die zugelassenen Klärsysteme werden mit einer Plakette versehen, deren Format und Präsentation von dem Minister festgelegt werden, und auf der folgende Angaben stehen:

- 1° Name und Anschrift des Herstellers und/oder des über eine Lizenz verfügenden Betreibers;
- 2° die Funktion des Produkts;
- 3° die Referenznummer der Zulassung.

**Art. 13** - Die Zulassung stellt die Hersteller, Erwerber oder Verkäufer nicht von ihrer Verantwortung frei. Sie beinhaltet keine Garantie seitens der Region. Durch sie werden keine ausschließlichen Verkaufs- oder Produktionsrechte verliehen.

**Art. 14** - Die Zulassung ist 5 Jahre gültig.

Falls sich nach Ermittlungen bei den Benutzern und nach Analysen an Ort und Stelle der Klärleistungen der zugelassenen Systeme herausstellt, dass das Klärungssystem nicht mehr den in den Anlagen II und III festgelegten Bedingungen nachkommt, kann der Minister die Zulassung auf gleichlautendes Gutachten des Ausschusses und nach Anhörung des Herstellers oder des über eine Lizenz verfügenden Betreibers entziehen.

**Art. 15** - a) Sechs Monate vor dem Ablaufdatum der Zulassung kann der Inhaber ihre Erneuerung beantragen. Dieser Antrag, sowie dessen Untersuchung erfolgen gemäß dem ursprünglichen Zulassungsverfahren.

b) Die Akte bezüglich der Erneuerung kann sich auf eine ausführliche schriftliche Darlegung der unter Umständen vorgeschlagenen Änderungen beschränken.

c) Insofern ein gültiger Erneuerungsantrag innerhalb von sechs Monaten vor Ablauf der Zulassung eingereicht wird, bleibt diese bis zur Beschlussfassung gültig.

#### KAPITEL IV — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 16** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems wird außer für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten und in dessen Anwendung bearbeiteten Prämienanträge außer Kraft gesetzt.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2002 in Kraft.

**Art. 18** - Der vorliegende Erlass wird am 31. Dezember 2009 außer Kraft gesetzt.

**Art. 19** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juli 2001

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

#### Anlage I

##### ANZAHL EINWOHNERGLEICHWERTE

Die Nutzleistung der Klärsysteme für städtisches Abwasser wird aufgrund der Anzahl Einwohneregleichwerte der Wohnung oder der Gruppe Wohnungen bestimmt, die durch das individuelle Klärsystem bedient werden.

Sowohl für die Einfamilienwohnungen wie auch für die Wohnungsgruppen, die insgesamt oder teilweise Haushaltsabwasser erzeugen, wird für die Berechnung der Prämie lediglich die von den Bewohnern erzeugte Belastung des Haushaltsabwassers in Betracht gezogen.

Für die Wohnungen, die mit gewöhnlichem Haushaltsabwasser gleichgestelltes häusliches Abwasser erzeugen, das nicht von einer gewerblichen, industriellen oder freiberuflichen Tätigkeit herrührt, geht man für die Berechnung der Prämie davon aus, dass die täglich erzeugte Belastung durch eine Anzahl Einwohneregleichwerte ausgedrückt wird, die folgendermaßen bewertet wird:

Gebäude oder Wohnkomplex	Anzahl Einwohneregleichwerte
Schule ohne Bäder, Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Kaserne, Krankenhaus, Erholungsheim, Gefängnis*	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Sportplatz- und halle*	1 Platz = 1/20 EGW

Für die Gebäude oder Wohnkomplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muss die nach der Tabelle berechnete Anzahl Einwohneregleichwerte je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, um 2 EGW erhöht werden.

Diesen zur Berechnung der Prämie ermittelten Nutzleistungen wird die durch die in der Wohnung ausgeübten gewerblichen, industriellen oder freiberuflichen Tätigkeiten erzeugte Belastung im Hinblick auf eine richtige Dimensionierung des zu installierenden individuellen Klärsystems hinzu gefügt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems und zur Organisation der Zulassung als Anlage beigefügt zu werden.

## Anlage II

## BEWERTUNGSKRITERIEN FÜR DIE ZULASSUNG

Artikel 1 - § 1. Die Zulassung wird auf der Grundlage dreier Kriterien zugeteilt:

- das Kriterium des technischen Werts;
- das Kriterium des Betriebs;
- das Kriterium der Information.

§ 2. Die den drei Kriterien zugeteilten Punkte sind jeweils:

- 50 Punkte für das Kriterium des technischen Werts;
- 30 Punkte für das Kriterium des Betriebs;
- 20 Punkte für das Kriterium der Information.

§ 3. Um die Zulassung zu erlangen, muss das System zwangsläufig eine minimale Durchschnittsbewertung von 70 % erhalten. Zum anderen darf kein Kriterium eine Bewertung von weniger als 50 % erhalten.

Art. 2 - Das Kriterium des technischen Werts berücksichtigt:

a. hinsichtlich der Konstruktion:

- das Klärungsprinzip;
- die Dimensionierung;
- die Widerstandsfähigkeit;
- den Bedienungskomfort;
- die Zugänglichkeit;
- garantierte Leistungen.

b. hinsichtlich der Referenzen:

- die Betriebsreferenzen und -ergebnisse gleichwertiger Geräte.

Art. 3 - Das Kriterium des Betriebs berücksichtigt:

- die Betriebskosten;
- die Mittel für den Kundenbeistand;
- die für das Produkt gebotenen Garantien.

Art. 4 - Das Kriterium der Information berücksichtigt:

- die Sensibilisierung im Bereich der Installierung, des Betriebs und des Funktionierens des Produkts (Ausarbeitung der Handbücher);
- die obligatorischen Informationen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems als Anlage beigefügt zu werden.

## Anlage III

## ANLEGEN DER TECHNISCHEN AKTE DES ZULASSUNGSANTRAGS

1) Ziel der technischen Akte

Ziel der technischen Akte ist es, dem Sachverständigenausschuss zweckmäßige und ausreichende Informationen zu liefern, um die Qualität des vorgeschlagenen individuellen Klärsystems zu beurteilen.

Unter "System" versteht man die gesamte Klärvorrichtung von der Infrastruktur der Abwasserzufuhr an bis zur Abwasserableitung, sowie die Vorrichtungen zur Bewirtschaftung der Schlämme oder anderer Klärabfälle.

Eine technische Akte wird für einen Fabrikationstyp angelegt, der für eine gegebene Größenschwankung keine Konstruktionsunterschiede hinsichtlich der Anzahl oder des Aufbaus der Bauteile des Systems aufweist.

2) Inhalt der technischen Akte

Die technische Akte enthält mindestens folgende Elemente:

a) Ein Schema des Prinzips des Klärsystems mit folgenden Angaben:

- die Aufeinanderfolge der verschiedenen Behandlungsbauteile;
- die Grundinfrastrukturen (Becken, elektromechanische Ausrüstung),
- die Randgeräte (Ein- und Ausgangsvorrichtung, Belüftungsabzug, Kontroll- und Zugangsschacht, Bewirtschaftung der Abfallprodukte aus der Abwasserklärung, Lagerung, Entleerung, usw...)

b) Das Funktionsprinzip eines jeden Bauteils, sowie die eventuelle Vorstufe, die es voraussetzt (Fettabscheider, Rechenreiniger, Faulgrube, Kolloidfänger, usw...)

c) Die technischen Maßzeichnungen eines jeden Bauteils.

Die diesbezügliche Nennbelastung mit der üblichen Bezeichnung

Einwohnergleichwert (EGW) wird deutlich angegeben.

d) Die Beschreibung der elektromechanischen Ausrüstungen.

e) Den allgemeinen Aufstellungsplan, auf dem die Zugangs-, Wartungs-, Entleerungs- und Kontrollschächte angegeben sind, sowie die Bedingungen für den Zugang zu den oben erwähnten Schächten.

f) Die Dimensionierungskriterien der verschiedenen Abschnitte des Systems.

g) Die Kontroll- und Überwachungsvorrichtungen.

3) Liste der zu berücksichtigenden Dimensionierungskriterien

Für eine gegebene Größe (in EGW ausgedrückt) werden für jeden Bauteil folgende Elemente angegeben:

a) Faulgrube\*, Vorabsetzbecken\* und Fettabscheider: Fassungsvermögen (Volumen in m<sup>3</sup>), Fläche, Anzahl Kammern, Überfalllänge.

b) Nachklärbecken\*: Volumen, Absetzfläche, Überfalllänge.

c) Vorrichtung für den Sekundärschlammrücklauf (Pumpen, Druckluftheber): Typ, stündliche Fördermenge, Zeitgebundenheit (tägliche Funktionsdauer).

d) Speichervermögen der Schlammstapelräume, Volumen.

e) Biologische Klärung durch Belebtschlämme:

— Volumen ( $m^3$ ) des Reaktors,

— Raumbelastung ( $kg\ BSB_5 / m^3.d$ ),

— Schlammbelastung ( $kg\ BSB_5 / kg\ MES.d$ ),

— Sauerstoffaufnahmefähigkeit der Belüftungsanlage unter Standardbedingungen ( $kg\ O_2 / h$ ) und installierte Leistung (kW),

— Rücklauf des Abwasser-Belebtschlammgemischs (Abflussmenge, Häufigkeit).

f) Biologische Klärung durch befestigte Biomasse, des Typs aerober bakteriologischer Tropfkörperfilter

— Volumen ( $m^3$ ) des Reaktors,

— Raumbelastung ( $kg\ BSB_5 / m^3.j$ ),

— Höhe des Tropfkörperfilters (m)

— Art und Charakterisierung der Füllkörperschüttung (Größe (cm), spezifische Oberfläche ( $m^2/m^3$  regellose Füllung oder nicht)),

— Prozentsatz des Hohlraums (der Höhlräume),

— Dichte ( $kg/m^3$  mit oder ohne Füllkörperschüttung),

— flächenbezogene hydraulische Belastung ( $m^3/m^2.h$ ),

— Schlammrücklauf inbegriffen,

— Schlammrücklauf (Prozentsatz,  $m^3/h$ , Häufigkeit).

Die Belüftung des Tropfkörpers und die Vorrichtung zur Verteilung des Einflusses werden in dem betreffenden technischen Plan beschrieben.

g) Klärung durch befestigte Biomasse des Typs Scheibentauchkörper oder Tauchkörper:

— Durchlaufzeit (h), umgerechnet auf eine als Referenz angegebene Abflussmenge,

— flächenbezogene Belastung ( $kg\ BSB_5 / m^2.j$ ),

— Beschreibung der Scheibentauchkörper (Größe, Art, Abstand zwischen den Scheiben, spezifische Oberfläche, Prozentsatz der Höhlräume) und Umlaufgeschwindigkeit (t/min),

— Beschreibung der untertauchten Füllkörperschüttung (siehe Tropfkörperfilter),

— Sauerstoffabgabefähigkeit der Belüftungsanlage ( $kg\ O_2/h$ ) unter Standardbedingungen und installierte Leistung (kW).

Die Art der Belüftung und die Durchführung (Verteilung usw...) werden in dem betreffenden technischen Plan beschrieben.

h) Klärung durch biologische Vorgänge extensiver Art

— die betreffende Gesamtfläche (Quadratmeter pro EGW)

— Tiefe der Becken,

— Verweilzeit

— Dichtigkeitsvorkehrungen

— bauliche Maßnahmen, um hydraulische Kurzschlüsse zu vermeiden

— bauliche Maßnahmen, um Verschlickung zu vermeiden.

i) Was die biologischen Klärungsvorrichtungen betrifft, die von besonderer Konzeption sind, werden die Einheitsleistungen der vorgeschlagenen Bauwerke nachgewiesen.

Für die anderen zugelassenen Ableitungsverfahren als die gewöhnlichen Oberflächengewässer oder die künstlichen Ableitwege wird der Maßzeichnung und dem Aufstellungsplan eine ausführliche Beschreibung beigefügt, welche die Dimensionierungskriterien, die Auswahl und die Verwendung der Substrate mit einschließt.

4) Tabelle

Eine Tabelle wird beigefügt, welche die Maße der Bauwerke (Volumen, Fläche, elektromechanische Leistung, usw.) unter Berücksichtigung der für die gesamten Elemente eines Fabrikationstyps zu behandelnden Nennbelastung enthält.

5) Allgemeine Informationen

Eine Akte mit den nachstehenden, eventuell unter Berücksichtigung der Nennkapazität des Systems oder eines dieser Bauteile relativierten allgemeinen Informationen wird beigefügt. Diese beziehen sich auf:

— den Stromverbrauch (installierte Leistung),

— die Schlammproduktion ( $kg\ MS/kg$  abgebauter  $BSB_5$ ) und Periodizität der Entleerungen der Abfallprodukte aus der Abwasserklärung,

— Zusatz(ë) von Reagens(zien) (Menge, Häufigkeit, Preis),

— die abgegebene Lautstärke,

— die Garantie(n) auf die Bauwerke und elektromechanischen Ausrüstungen,

— die gewährleisteten Dienstleistungen und deren Beschreibung: Einrichtung, Inbetriebsetzung, Wartungsverträge,

— Referenzen.

6) Die technische Akte enthält ebenfalls eine Broschüre, die den Erwerbern auszuhändigen ist. Diese beinhaltet:

— eine Durchführungsanleitung für die Installation, dessen Ziel eine sachgemäße Einrichtung des Systems und/oder eines seiner Bauteile ist,

— ein Betriebshandbuch, das dem Erwerber ermöglicht, seinen Verpflichtungen in Sachen Umweltschutz bestens nachzukommen.

a) Die Durchführungsanleitung für die Installation umfasst mindestens folgende Informationen und Unterlagen:

1° einen wie in der technischen Akte bestimmten Aufstellungsplan.

2° die Angaben bezüglich der Risiken mechanischer und chemischer Beschädigungen der Bauteile (Art des Baumaterials, usw...),

3° die Anpassung des Systems an die topographischen Bedingungen und Ableitungsmöglichkeiten:

— Beschreibung der Ansprüche des Systems in Bezug auf die Topographie und Beschaffenheit des Geländes und auf die Verfahren zur Versorgung und Ableitung des Abwassers,

— bei der Ableitung in eine unterirdische Vorrichtung, die zu treffenden Vorsichtsmaßnahmen zur Vermeidung von Verstopfungen angeben.

4° die Bedingungen für den Transport, das Anlegen, die Sicherheit, die Durchführung des Unterbaus und der Aufschüttung:

— unter Berücksichtigung des Gewichts des oder der Bauteile die Zugangsverhältnisse zur Baustelle für den Lieferwagen und zum Anlegen angeben. Die Sicherheitselemente für die Personen hinzufügen, die das System installieren.

— den Unterbau, die Technik und das Aufschüttungsmaterial und insbesondere die mit der Verwendung eines ungeeigneten Aufschüttungsmaterials verbundenen Risiken ausführlich beschreiben (z.B.: Perforierung des Beckens).

5° die Bedingungen für die hydraulischen, elektrischen und Belüftungsanschlüsse:

— anhand eines Schemas die hydraulische Strecke zeigen, insbesondere die Bedeutsamkeit eines Abflusses mit natürlichem Gefälle und der Richtung der Anschlüsse der Becken,

— unter Berücksichtigung der eingerichteten elektrischen Elemente die erforderliche Anlage und die Bedingungen für deren Schutz gegen Feuchtigkeit beschreiben,

— die Gasabführung wird unabhängig von den verschiedenen Abwassersammlungsrohren durchgeführt (z.B.: nicht über die Regenwasserrohre belüften).

6° Die Beschreibung der Ansprüche bezüglich der Zugänglichkeit der Schächte zur Wartung, Bewirtschaftung und Kontrolle während der Schlammreinigung, Probeentnahme oder allgemeinen Wartung der Bauteile:

— die Öffnungen zur Schlammreinigung und die unter Umständen erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen zur Verhinderung der Beschädigung oder Zerstörung eines oder mehrerer Bauteile der Anlage angeben,

— die Voraussetzungen zur Schlammreinigung hinsichtlich der Schlammvolumen angeben,

— das System zur Probeentnahme von geklärtem Wasser angeben oder schematisieren; es muss leicht zugänglich sein,

— zur zweckmäßigen Durchführung der vorgeschriebenen Wartung, für den Benutzer einen Platz vorsehen, der später einen leichten Zugang zu allen Bauteilen gewährleistet (z.B.: Entfernen des Filterbetts).

7° die Angabe der für das Material im Bau benutzten Normen.

8° die Berücksichtigung der Benutzungsbedingungen des Bodens (Durchgang der Fahrzeuge).

9° die Angabe der erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen und Arbeiten zur Gewährleistung des Durchgangs der Fahrzeuge unter Berücksichtigung ihrer Größe.

b) Das Betriebshandbuch:

Ziel dieses Handbuches ist es, dem Benutzer alle notwendigen Informationen für eine korrekte Verwendung und eine gute Wartung zu liefern, einschließlich der Beseitigung der Abfallprodukte aus der Klärung, um die Zielsetzungen für den Umweltschutz zu erzielen.

Es bietet folgende Informationen:

1° Über das Produkt.

— den durchschnittlichen Stromverbrauch des Systems pro Tag;

— die elektrische Leistung der Anlage;

— die Periodizität der Entleerungen der für die Anlage überschüssigen Schlämme, die auf der Grundlage eines Betriebseinsatzes mit einer optimalen Belastung berechnet wird;

— die Mengen der Reagenszusätze, nötigenfalls unter Angabe ihrer Kosten;

— die von der Anlage abgegebene Lautstärke, die 1 Meter von der Entlüftungsöffnung des sich in Betrieb befindenden elektromechanischen Organs entfernt gemessen wird; zur Gewährleistung einer angemessenen Schalldämmung einen Ratschlag geben;

— die technischen Auskünfte: die Mindestkapazität in Sachen Einwohnergleichwert,...;

— das technische Handbuch über den allgemeinen Betrieb der Anlage;

— eine Anleitung zur Sensibilisierung des Erwerbers für die Art und Weise, wie er seine Anlage betreibt.

2° Über den Preis und die erbrachten Dienstleistungen.

— In Sachen Garantie auf Ersatzteile und Arbeitsleistung, die jeden Defekt oder Schaden der elektromechanischen Organe und Becken deckt,

— In Sachen Wartungsvertrag.

Der Sachverständigenausschuss kann von dem Antragsteller alle zusätzlichen Informationen erfordern, die er zur Bewerkstelligung seiner Aufgabe als unerlässlich erachtet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems als Anlage beigelegt zu werden.

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

—  
Fußnoten

(\*) Die Kriterien, die sich auf den Fall beziehen, wo das Element einen sekundären Schlamm- oder Abwasserrücklauf erhält, sind deutlich zu unterscheiden

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 2357

[C — 2001/27473]

**19 JULI 2001. — Besluit van de Waalse Regering  
tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 39, § 1,

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 waarbij de voorwaarden voor de de terugbetaling van de belasting op het lozen van niet-industrieel afvalwater worden bepaald;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 april 1999 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 26 maart 2001;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, gegeven op 27 juni 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 februari 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 februari 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 23 mei 2001 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen maximum één maand;

Gelet op het advies 31.772/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2001 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister van de Waalse Regering die bevoegd is voor het waterbeleid,

2° "Bestuur" : de Afdeling Water van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "individueel zuiveringssysteem" : individuele zuiveringseenheid, individuele zuiveringsinstallatie of individueel zuiveringsstation voorzien van de uitrusting voor de zuivering, onder de voorwaarden bepaald bij het besluit van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, van het door één of verschillende naburige woningen geloosde stedelijk afvalwater;

4° "huishoudelijk afvalwater" : afvalwater geloosd door wooninrichtingen en -diensten dat hoofdzakelijk voortgebracht wordt door het menselijke metabolisme en huishoudelijke activiteiten;

5° "dunbevolkt gebied" : gedeelte van het gemeentelijke grondgebied bestemd voor de individuele zuivering krachtens het algemeen gemeentelijk afwateringsplan;

6° "woning" : elk gebouw in een dunbevolkt gebied dat bewoond is of was bij de inwerkingtreding van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan, of elk gebouw in een agglomeratie dat bewoond is of was vóór de datum waarop het op de riolering aangesloten moest worden, en dat in aanmerking komt voor de afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering krachtens het besluit van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater;

7° "inwonerequivalent, afgekort, I.E." : vuilvrachteenheid;

8° "comité" : het comité van deskundigen belast met de behandeling van de dossiers betreffende de erkenning van individuele zuiveringssystemen.

HOOFDSTUK II. — *Premie voor een individueel zuiveringssysteem*

**Art. 2.** § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten en onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden verleent de Minister een premie aan iedere natuurlijke persoon of publiekrechtelijk of privaatrechtelijk rechtspersoon die, op eigen kosten, een woning of een wooncomplex laat aansluiten op een individuele zuiveringseenheid voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater dat niet voortgebracht wordt door commerciële of industriële activiteiten of door de uitoefening van een vrij beroep.

De Minister mag slechts één premie per aangelegd individueel zuiveringssysteem verlenen.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de gemeente zich in de plaats stellen van de persoon/personen die één of meer woningen moeten of mogen laten aansluiten op een individueel zuiveringssysteem voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater en een premieaanvraag indienen, als die persoon/personen daarom verzoekt/verzoeken of daarmee instemt/instemmen.

**Art. 3.** De aanvraag wordt bij aangetekend schrijven bij het Bestuur ingediend door middel van een formulier dat door de Minister wordt bepaald en dat de volgende gegevens vermeldt :

1° het adres van de woning(en) waarvoor de aanvraag wordt ingediend;

2° het adres van de aanvrager(s);

3° een attest van het college van burgemeester en schepenen waarbij bevestigd wordt dat :

a) de aanvrager(s) de voorwaarden vervult/vervullen die de geldende wetgeving oplegt om de woning(en) met een individueel zuiveringssysteem uit te rusten;

— de woning(en) bewoond is/zijn of was/waren op de datum van inwerkingtreding van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan als ze in een dunbevolkt gebied gelegen is/zijn;

— de woning die in afwijking van de verplichting tot aansluiting op een riolering met een individueel zuiveringssysteem mag worden uitgerust, bewoond is of was vóór de datum waarop ze op de riolering moest worden aangesloten krachtens het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, wanneer ze in een agglomeratie gelegen is;

4° de beschrijving van de activiteit(en) van de personen die doorgaans in de woning(en) verblijven;

5° de vuilvracht voortgebracht door de woning(en) waarvoor een premieaanvraag is ingediend, d.w.z. huishoudelijk afvalwater, uitgedrukt in inwonerequivalenten en vastgesteld aan de hand van bijgaande tabel;

6° als de aanvraag ingediend wordt door verschillende personen, het deel van het premiebedrag waarop zij recht hebben.

**Art. 4.** De Minister beslist over de aanvraag binnen veertig dagen na ontvangst ervan door het Bestuur.

**Art. 5.** Voor de individuele zuiveringssystemen die voor het verwerken van een vuilvracht van 5 inwonerequivalenten gedimensioneerd zijn bedraagt de premie :

1° 1 500 euro voor de systemen die niet erkend zijn maar die voldoen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater;

2° 2 500 euro voor de systemen die overeenkomstig hoofdstuk III erkend zijn;

3° 3 125 euro voor de systemen die overeenkomstig hoofdstuk III erkend zijn, als het gezuiverde water door insijpeling in de grond wordt afgevoerd.

De in § 1, 1°, bedoelde premies worden vermeerderd met een bedrag van 225 euro per bijkomend inwonerequivalent.

De in § 1, 2° en 3°, bedoelde premies worden vermeerderd met een bedrag van 375 euro per bijkomend inwonerequivalent.

De in de §§ 1 en 2 bedoelde premies worden beperkt tot :

1° 70 % van het totaalbedrag van de facturen betreffende werken voor individuele waterzuivering, met inbegrip van de aankoop, het vervoer, de aanleg en de aansluiting van het zuiveringssysteem en van het net voor de opvang van afvalwater, waarbij geen rekening wordt gehouden met het herstel van de plaats in haar oorspronkelijke staat;

2° 80 % van het totaalbedrag van de facturen betreffende werken voor individuele waterzuivering, met inbegrip van de aankoop, het vervoer, de aanleg en de aansluiting van het zuiveringssysteem en van het net voor het verzamelen van afvalwater, waarbij geen rekening wordt gehouden met het herstel van de plaats in haar oorspronkelijke staat, wanneer de premieaanvraag door de gemeente wordt ingediend in het kader van artikel 2, § 2, van dit besluit.

**Art. 6.** De premie wordt uitbetaald onder de volgende voorwaarden :

1° als de begunstigde(n) binnen twee jaar na kennisgeving van de beslissing van de Minister de onderstaande stukken aan het Bestuur overmaakt door middel van een formulier waarvan het model door de Minister wordt bepaald :

a) het controleattest bedoeld in artikel 10, derde of vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater;

b) de facturen betreffende de zuiveringswerken bedoeld in artikel 5;

2° als de installatie voldoet aan de voorwaarden voor de toekenning van de premie, na verificatie door het bestuur binnen één maand na ontvangst van het formulier.

### HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de individuele zuiveringssystemen*

**Art. 7.** De individuele zuiveringssystemen worden erkend indien ze voldoen aan de criteria bedoeld in bijlage II.

**Art. 8.** § 1. De Minister benoemt een Comité van deskundigen die aangewezen worden op grond van hun technische kennis van de behandelde materie. Het Comité bestaat uit :

1° twee vertegenwoordigers van het Bestuur;

2° twee deskundigen gekozen uit het academisch en wetenschappelijk personeel van de Faculteiten Wetenschappen of Toegepaste Wetenschappen gevestigd in het Waalse Gewest;

3° twee vertegenwoordigers van de "Union wallonne des Entreprises",

4° twee vertegenwoordigers van "Aquawal",

5° twee vertegenwoordigers van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten),

6° twee vertegenwoordigers van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest),

7° twee vertegenwoordigers van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling),

8° één vertegenwoordiger van de Minister, die het voorzitterschap van het Comité waarneemt.

Het secretariaat van het Comité wordt waargenomen door de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable".

De zetel van het Comité is gevestigd te Verviers.

§ 2. Het comité wordt belast met de behandeling en de beoordeling van de aanvragen tot erkenning van zuiveringssystemen. Ieder lid is stemgerechtigd.

§ 3. Het Comité is gehouden tot de vertrouwelijkheid van zijn werkzaamheden.

§ 4. De werkingsregels van het Comité worden door de Regering bepaald. Het Comité maakt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister. Het bedrag van het presentiegeld en dat van de eventuele reiskosten liggen vast in het huishoudelijk reglement.

**Art. 9. a)** De erkenningsaanvraag wordt door de producent of de gemachtigde exploitant bij aangetekend schrijven aan het secretariaat van het Comité gericht of tegen ontvangstbewijs overgemaakt;

b) de aanvraag bevat de volgende gegevens :

1° de identiteit van de aanvrager,

2° de handelsnaam betreffende het doel van de aanvraag,

3° de lijst van de productiecentra;

c) de aanvraag gaat vergezeld van een dossier met de gegevens bedoeld in de bijlagen II en III.

**Art. 10. § 1.** Binnen tien werkdagen na de datum van ontvangst van de aanvraag bezorgt het secretariaat de aanvrager een ontvangstbewijs waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard.

Indien de aanvraag onvolledig is, wijst het secretariaat de aanvrager bij aangetekend schrijven op de ontbrekende gegevens.

De aanvrager beschikt dan over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aangetekende brief, om het secretariaat de vereiste gegevens bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs te bezorgen.

Binnen tien werkdagen na de datum van ontvangst van de ontbrekende gegevens bezorgt het secretariaat de aanvrager een bericht van ontvangst waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard.

Indien het dossier onvolledig is, vervalt de aanvraag. De aanvrager wordt per post verwittigd.

§ 2. Het Comité geeft de Minister advies binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier. Het advies is met redenen omkleed.

§ 3. De Minister spreekt zich uit binnen twee maanden na ontvangst van het advies.

**Art. 11. § 1.** De erkenning, die door de Minister verleend wordt binnen twee maanden na het uitbrengen van het eensluidend advies van het Comité, heeft een referentienummer en bevat een uittreksel met de omschrijving van het dossier. Ze wordt verleend voor een type-product dat voor een gegeven omvangvariatie op dezelfde wijze is ontworpen wat betreft het aantal bestanddelen van het systeem of hun samenstelling.

Het comité wordt ingelicht over iedere wijziging betreffende een erkend zuiveringssysteem en beslist of een nieuwe aanvraag ingediend moet worden.

§ 2. Iedere erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

**Art. 12.** De erkende zuiveringssystemen worden voorzien van een plaatje waarvan de afmetingen en de inhoud door de Minister worden bepaald en waarop de volgende gegevens vermeld staan :

1° naam en adres van de producent en/of gemachtigde exploitant;

2° de functie van het product;

3° het referentienummer van de erkenning.

**Art. 13.** De erkenning stelt de producenten, de kopers of de verkopers niet vrij van hun verantwoordelijkheid. Ze houdt geen waarborg van het Waalse Gewest in. Ze verleent geen exclusieve productie- of verkooprechten.

**Art. 14.** De erkenning geldt vijf jaar.

Indien na onderzoeken bij gebruikers en analyses *in situ* van het zuiveringsprestatievermogen van een erkend systeem blijkt dat het niet meer voldoet aan de erkenningsnormen van de bijlagen II en III, kan de Minister de erkenning intrekken na eensluidend advies van het Comité. Maar daarvoor wordt de producent of de gemachtigde exploitant door het Comité gehoord.

**Art. 15. a)** Zes maanden vóór de vervaldatum van de erkenning kan de begunstigde haar vernieuwing aanvragen. Deze aanvraag wordt ingediend en behandeld volgens de procedure voor de aanvankelijke erkenningsaanvraag.

b) Het dossier voor de vernieuwing hoeft niet meer te zijn dan een uitvoerig geschreven verslag met de wijzigingen die eventueel voorgesteld worden.

c) De erkenning blijft geldig totdat een beslissing wordt genomen voor zover een geldige vernieuwingsaanvraag wordt ingediend binnen zes maanden vóór de vervaldatum van de erkenning.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 16.** Het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem wordt opgeheven, behalve wat betreft de premieaanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden ingediend en overeenkomstig dit besluit worden behandeld.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

**Art. 18.** Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2009.

**Art. 19.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 19 juli 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET



## Bijlage I

## AANTAL INWONEREQUIVALENTEN

De nuttige capaciteit van de zuiveringssystemen voor stedelijk afvalwater wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten van de op een zuiveringstelsel aangesloten woning of wooncomplexen.

Zowel voor eengezinswoningen als voor wooncomplexen die gezamenlijk of afzonderlijk huishoudelijk afvalwater voortbrengen, wordt bij de bepaling van de premie slechts rekening gehouden met de door de bewoners voortgebrachte vuilvracht huishoudelijk afvalwater.

Voor woningen met huishoudelijk afvalwater dat niet voortgebracht wordt door commerciële of industriële activiteiten of door de uitoefening van een vrij beroep, wordt er bij de berekening van de premie vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht uitgedrukt wordt door een aantal inwonerequivalenten dat berekend wordt als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwonerequivalenten (i.e.)
School zonder baden, douches of keuken (externaat)*	1 leerling : 1/10 i.e.
School met baden, zonder keuken (externaat)*	1 leerling : 1/5 i.e.
School met baden en keuken (externaat)*	1 leerling : 1/3 i.e.
School met baden en keuken (internaat)*	1 leerling : 1 i.e.
Kazerne, ziekenhuis, rustoord, Gevangenis*	1 persoon (voorzien) : 1 i.e.
Sportpark en sporthal*	1 plaats : 1/20 i.e.

Voor de met een \* aangeduide gebouwen of complexen moet het op grond van de tabel berekende aantal i.e. verhoogd worden met 1/2 i.e. per personeelslid dat in de instelling wordt tewerkgesteld.

Om het te installeren individuele zuiveringstelsel nauwkeurig te dimensioneren komt bij de voor de berekening van de premie bepaalde capaciteiten de vuilvracht voortgebracht door de commerciële of industriële activiteiten of door een vrij beroep die in de woning uitgeoefend worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringstelsel

## Bijlage II

## CRITERIA VOOR DE VERLENING VAN DE ERKENNING

Artikel 1. § 1. De erkenning wordt verleend op grond van drie criteria :

- de technische waarde;
- de exploitatie;
- de informatie.

§ 2. Voor elk criterium worden punten toegekend, met name :

- 50 punten voor de technische waarde;
- 30 punten voor de exploitatie;
- 20 punten voor de informatie.

§ 3. Om erkend te worden moet het systeem minimum gemiddeld 70 % halen. Bovendien moet elk criterium minstens 50 % halen.

Art. 2. Het criterium « technische waarde » betreft :

a. op het vlak van het ontwerp :

- het zuiveringsprincipe;
- de dimensionering;
- de robuustheid;
- de vlotheid van uitvoering;
- de toegankelijkheid;
- de gewaarborgde prestaties.

b. Op het vlak van de referenties :

- de referenties en de resultaten betreffende de werking van gelijksoortige apparaten.

Art. 3. Het criterium "exploitatie" betreft :

- de exploitatiekosten;
- de bijstandsverlening aan de klant;
- de gewaarborgde kwaliteit van het product.

Art. 4. Het criterium "informatie" betreft :

- de sensibilisering voor de installatie, de exploitatie en de werking van het product (d.m.v. brochures)
- de verplichte informatie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 19 juli 2001 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringstelsel.

## Bijlage III

## AANLEG VAN HET TECHNISCH DOSSIER BETREFFENDE DE ERKENNINGSAANVRAAG

## 1) Doel van het technisch dossier

Het technisch dossier moet het deskundigencomité nuttige en gepaste gegevens verstrekken om de kwaliteit van de voorgestelde individuele zuiveringsfilière te kunnen beoordelen.

Onder "filière" wordt verstaan het geheel van de zuiveringsapparatuur, vanaf de aanvoer tot de lozing van het afvalwater, alsmede de voorzieningen voor het slibbeheer of andere te zuiveren afvalstoffen.

Er wordt een technisch dossier aangelegd voor een type product dat voor een gegeven omvangvariatie op dezelfde wijze is ontworpen wat betreft het aantal bestanddelen van het systeem of hun samenstelling.

## 2) Inhoud van het technisch dossier

Het technisch dossier bevat minimum de volgende gegevens :

## a) een basisschema van de zuiveringsfilière met vermelding van :

- de achtereenvolgende behandelingsfasen;
- de basisinfrastructuur (kuipen, elektromechanische uitrusting),
- de randapparatuur (in- en uitgang, ventilatieschoorsteen, mangaten, beheer van de onderproducten van de zuivering, opslag, lediging, enz...).

b) Het werkingsprincipe voor elk bestanddeel en de eventuele voorbehandeling (ontvetter, screezerput, septische put, kolloïdevanger, enz.).

c) De technische plannen met vermelding van de afmetingen voor elk bestanddeel. De desbetreffende nominale belasting, uitgedrukt in inwoner-equivalent (i.e.), wordt uitdrukkelijk vermeld.

d) De beschrijving van de elektromechanische uitrustingen.

e) Het algemene vestigingsplan, met vermelding van de inspectieputten, de mangaten voor het onderhoud, de lediging en de controle, alsmede de voorwaarden voor de toegang tot die mangaten.

f) De criteria voor de dimensionering van de verschillende fasen van het systeem.

g) De controle- en toezichtsvoorzieningen.

## 3) Lijst van de in aanmerking te nemen dimensioneringscriteria :

Al naar gelang de omvang (in i.e. uitgedrukt) worden voor elk bestanddeel de volgende gegevens vermeld :

a) septische put\*, voorbezinktank\* en ontvetter : de capaciteit (in m<sup>3</sup>), de oppervlakte, het aantal vakken, de lengte van het lozende blad.

b) Secundaire ontmenger\* : volume, bezinkingsoppervlakte, lengte van het lozende blad.

c) Voorziening voor het terugvoeren van secundair slib (pompen, air lift) : type, debiet per uur, dagelijkse werkingsduur.

d) Slibopslagcapaciteit; volume.

e) Biologische zuivering door geactiveerd slib :

- volume (m<sup>3</sup>) van de reactor;
- volume ladingsdichtheid (kg DBO<sub>5</sub>/m<sup>3</sup>.d);
- massabelasting (kg DBO<sub>5</sub>/kg MES.d);
- oxygenatiecapaciteit van de ventilatieapparatuur volgens standaardnormen (kg/O<sub>2</sub>/h) en geïnstalleerd vermogen (kW);
- recirculatie van de gemengde vloeistof (vermogen, frequentie).

f) Biologische zuivering door vastgemaakte biomassa, type aërobe bacteriefilter :

- volume (m<sup>3</sup>) van de reactor;
- volume ladingsdichtheid (kg DBO<sub>5</sub>/m<sup>3</sup>.j);
- filterhoogte (m);
- aard en kenmerken van de vulling (grootte (cm), specifieke oppervlakte (m<sup>2</sup>/m<sup>3</sup> al dan niet losse vulling);
- holte(n)percentage;
- dichtheid (kg/m<sup>3</sup>, met of zonder vulling);
- hydraulische oppervlakteladingsdichtheid (m<sup>3</sup>/m<sup>2</sup>.h);
- recirculatie inbegrepen;
- recirculatie (percentage, m<sup>3</sup>/h, frequentie).

De filterventilatie en de apparatuur voor de afvalwaterspreiding worden beschreven op het desbetreffende technisch plan.

- g)* Zuivering door vastgemaakte biomassa, type dompelschijven of ondergedompelde biologische filter :
- doorgangtijd (*h*) teruggebracht tot een welbepaald referentiedebiet;
  - oppervlakteladingsdichtheid ( $\text{kg DBO}_5/\text{m}^2\cdot\text{j}$ );
  - beschrijving van de dompelschijven (grootte, soort, afstand tussen de schijven, specifieke oppervlakte; vullingspercentage) en rotatiesnelheid ( $\text{t}/\text{min.}$ );
  - beschrijving van de ondergedompelde filter (zie bacteriefilter);
  - oxygenatiecapaciteit van de ventilatieapparatuur ( $\text{kg}/\text{O}_2/\text{h}$ ) volgens standaardnormen en geïnstalleerd vermogen (kW).

Het type ventilatie en de uitvoering (verdeling, enz...) worden beschreven op het desbetreffende technisch plan.

*h)* Zuivering door biologische processen van het extensieve type :

- in aanmerking genomen totaaloppervlakte ( $\text{m}^2$  per i.e.);
- diepte van de bakkens;
- verblijftijd;
- dichtheidsmaatregelen;
- constructieve maatregelen om hydraulische kortsluitingen te voorkomen;
- constructieve maatregelen om opvulling te voorkomen.

*i)* Voor biologische zuiveringsapparaten die op een bijzondere wijze ontworpen zijn, wordt een rechtvaardiging van de eenheidscapaciteiten geëist.

Voor andere toegelaten lozingsmethoden dan gewoon oppervlaktewater of kunstmatige afwateringswegen wordt bij het plan dat de afmetingen vermeldt en bij het liggingsplan een uitvoerige beschrijving gevoegd met de dimensioneringscriteria, de keuze en het gebruik van de substraten.

#### 4) Tabel

Een rooster of een tabel vermeldt de afmetingen van de voorzieningen (volume, oppervlakte, elektromechanisch vermogen, enz) naar gelang van de nominale belasting die moet worden behandeld voor de gezamenlijke bestanddelen van een type fabricatie.

#### 5) Algemene informatie

Een dossier met de onderstaande algemene gegevens, eventueel gerelativeerd naar gelang van de nominale belasting van de filière of van één van de bestanddelen en m.b.t. :

- het stroomverbruik (geïnstalleerd vermogen);
- de slibproductie (verwijderde  $\text{kg MS}/\text{kg DBO}_5$ ) en de periodiciteit van de ledigingen van de onderproducten van de zuivering;
- de toevoeging(en) van reagens/reagentia (hoeveelheid, frequentie, prijs);
- het voortgebrachte geluidsvermogen;
- de waarborg(en) op de werken en de elektromechanische uitrustingen;
- de verstrekte diensten en de omchrijving ervan : installatie, indienststelling, onderhoudscontracten;
- de referenties.

6) Het technisch dossier bevat eveneens een brochure voor de kopers. De brochure bevat :

- een handboek voor de inwerkingstelling van het systeem met het oog op de gepaste installatie van de filière en/of van één van haar bestanddelen;
- een exploitatiehandboek om de koper in staat te stellen zijn verplichtingen inzake milieubescherming na te komen.

*a)* Het handboek voor de inwerkingstelling van het systeem bevat minstens de volgende gegevens en documenten :

- 1° een liggingsplan zoals bepaald in het technisch dossier;
- 2° gegevens betreffende het gevaar voor mechanische en chemische beschadigingen van de bestanddelen (aard van de materialen, enz...);

3° de afstemming van het systeem op de topografische omstandigheden en op de afvoermogelijkheden :

— omschrijving van de eisen van de filière inzake de ligging en de aard van het terrein en inzake de wijze van toevoer en afvoer van het afvalwater,

— in geval van afvoer langs een ondergrondse voorziening, de voorzorgsmaatregelen die genomen moeten worden om haar afdichting te voorkomen;

4° de voorschriften i.v.m. het vervoer, de aanleg, de beveiliging, de uitvoering van de funderingen en de opvulling :

— naar gelang van het gewicht van het bestanddeel (de bestanddelen), de voorschriften betreffende de toegankelijkheid van het werkterrein voor de vrachtwagen die materieel levert, en de aanlegvoorschriften. De veiligheidsnormen voor de personen die instaan voor de aanleg;

— een uitvoerige beschrijving van de fundering, de opvullingstechniek en -materialen en met name het gevaar inherent aan het gebruik van ongeschikt opvullingsmateriaal (bijvoorbeeld : het ponsen van de kuip);

5° de voorschriften voor de hydraulische, elektrische en ventilatieaansluitingen :

— d.m.v. een schema het hydraulische traject opgeven, met name het belang van afvoer door zwaartekracht en van de richting van de aansluiting van de kuipen;

— naar gelang van de gebruikte elektrische bestanddelen, een beschrijving van de vereiste installatie en de voorschriften inzake vochtbescherming;

— de gasuitlaat wordt geplaatst zonder inachtneming van de verschillende verzamelleidingen (b.v. : de regenwaterleidingen niet ventileren);

6° de vereisten inzake de toegankelijkheid van de mangaten voor het onderhoud, het beheer en de controle gedurende de sliblediging, de monsterneming en het algemene onderhoud van de bestanddelen :

— de slibafvoeropeningen en de eventueel vereiste voorzorgsmaatregelen vermelden om de beschadiging of de vernietiging van één of meer bestanddelen van de installatie te voorkomen;

— de afvoeromstandigheden opgeven wat de slibhoeveelheden betreft;

— het systeem van de monsterneming van het gezuiverde water aangeven of schematiseren; het moet vlot toegankelijk zijn;

— voor een goed onderhoud, ervoor zorgen dat de gebruiker makkelijk toegang krijgt tot alle bestanddelen (b.v. voor de verwijdering van de filter);

7° de verwijzing naar de normen die voor de materialen gehanteerd worden in de bouwsector;

8° de voorwaarden voor het gebruik van het terrein (door de voertuigen);

9° de voorzorgsmaatregelen en werken die nodig zijn om de voertuigen doorgang te verlenen, al naar gelang hun afmetingen.

b) Het exploitatiehandboek.

In dat handboek vindt de gebruiker de nodige aanbevelingen voor een gepast gebruik en een vlot onderhoud, met inbegrip van de verwijdering van de onderproducten van de zuivering, om de doelstellingen inzake milieubescherming te halen.

Het handboek bevat volgende informatie :

1° i.v.m. het product :

— het gemiddelde dagelijkse stroomverbruik van het systeem;

— het elektrische vermogen van de installatie;

— de periodiciteit van de ledigingen van overtollig slib berekend op grond van een werking met een optimale belasting;

— de hoeveelheid toegevoegde reagens, desnoods met prijsopgave;

— het door het systeem voortgebrachte geluidsvermogen, gemeten op een 1 meter van het ventilatiekanaal van het in dienst zijnde elektromechanische orgaan; advies geven voor een goede geluidsisolatie;

— de technische gegevens : de maximale capaciteit uitgedrukt in inwoner-equivalent,...;

— een technisch handboek m.b.t. de algemene werking van het systeem;

— een gebruiksaanwijzing om de koper te sensibiliseren voor het gebruik van zijn installatie;

2° i.v.m. de prijzen en verleende diensten :

— inzake de waarborg op de stukken en de dienstverlening naar aanleiding van storingen en defecten aan de elektromechanische bestanddelen en de kuipen;

— inzake het onderhoudscontract.

Het deskundigencomité mag de aanvrager om alle bijkomende informatie verzoeken die het nuttig acht om zijn opdracht tot een goed einde te brengen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 19 juli 2001 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

—  
Nota's

(\*) De criteria betreffende het geval waarin het element te maken heeft met een terugvoeren van secundair slib of een recirculatie van het afvalwater, zijn duidelijk te onderscheiden.